

Actualisation des opérations du HCR en Asie et dans le Pacifique

A. Analyse de la situation, y compris les nouveaux développements

Fin 2024, la région Asie-Pacifique comptait 17,3 millions de personnes déplacées de force, apatrides, de retour ou autres personnes relevant de la compétence du HCR, dont 6,8 millions de réfugiés et personnes se trouvant dans une situation analogue à celle de réfugiés, 445 400 demandeurs d'asile, 365 200 réfugiés de retour, 6,9 millions de déplacés internes, 556 400 déplacés internes de retour et 2,5 millions d'apatrides.

Alors que le nombre de personnes déplacées dans la région a augmenté, les restrictions financières ont fortement nuit à la fourniture d'une aide essentielle à certaines des personnes les plus vulnérables, dont une assistance en espèces pour les familles en Afghanistan et du combustible de cuisson pour les réfugiés rohingya au Bangladesh.

Dans le même temps, les solutions pour les personnes déplacées dans la région ont diminué, avec une forte réduction de la réinstallation, passée de plus de 42 000 soumissions en 2024 à 10 000 prévues en 2025. Évolution positive toutefois, avec l'accès accru aux possibilités d'acquérir des compétences dans les pays d'accueil et les pénuries de main-d'œuvre importantes dans le monde, le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides pouvant avoir accès à des parcours reposant les compétences continuera d'augmenter.

Les mouvements maritimes irréguliers ont continué à mettre plus de vies en danger, avec près de 660 personnes décédées ou portées disparues dans la mer d'Andaman et le golfe du Bengale et autour, soit une augmentation de 55 % par rapport à 2023. Cette tendance alarmante s'est poursuivie au même rythme en 2025, avec 457 vies perdues au cours des six premiers mois de l'année selon les estimations, la plupart sur les routes menant à l'Indonésie et à la Malaisie. Un nombre élevé de traversées du fleuve Naf pour entrer au Bangladesh a aussi été enregistré, les personnes fuyant la violence au Myanmar.

Les événements météorologiques extrêmes et les catastrophes ont continué de toucher de manière disproportionnée la région, avec de fortes inondations au Pakistan, aux Philippines, en Thaïlande et ailleurs en 2025, tandis que les tempêtes et les pluies de mousson ont détruit les infrastructures et déplacé les familles. Face à cette situation, le HCR a travaillé avec ses partenaires afin de renforcer la résilience des réfugiés et autres personnes déplacées, de plaider pour leur inclusion dans les systèmes et les plans nationaux de réduction du risque de catastrophe, et d'orienter les financements vers les communautés vulnérables dans les contextes fragiles.

Situation en Afghanistan

Fin 2024, l'Iran (République islamique d') et le Pakistan abritaient respectivement 3,8 millions et 1,6 million d'Afghans déplacés de force. L'année 2025 a été marquée par des expulsions et des retours massifs d'Afghans depuis à la fois l'Iran (République islamique d') et le Pakistan dans des conditions défavorables, à la suite de changements des politiques gouvernementales. En mars 2025, les autorités de l'Iran (République islamique) ont adopté un dispositif de retour et de régularisation, qui avait abouti au retour de quelque 1,8 million d'Afghans au 15 septembre 2025. Au Pakistan, le gouvernement a annoncé qu'en plus des détenteurs d'une carte de citoyen afghan, les titulaires d'une preuve d'enregistrement

devaient rentrer en Afghanistan, mesure qui a respectivement touché quelque 750 000 et 1,4 million de personnes et s'est traduite par le retour de 600 000 Afghans depuis avril jusqu'au 15 septembre 2025.

Compte tenu de la situation humanitaire et des droits humains en Afghanistan, le HCR estime que certains Afghans ont probablement besoin de la protection internationale et ne devraient pas être contraints de rentrer dans leur pays et incite à la prudence pour éviter tout retour involontaire d'Afghans, en particulier ceux ayant des besoins aigus et présentant d'importantes vulnérabilités. L'Organisation en appelle aussi à un soutien accru de la communauté internationale aux pays d'accueil, tout en soulignant la nécessité d'étendre les voies de migration réglementées pour les Afghans.

Malgré ces évolutions, le HCR et ses partenaires ont continué à soutenir l'Iran (République islamique d') et le Pakistan, notamment via le Plan de réponse 2024-2025 en faveur des réfugiés pour la situation en Afghanistan, qui a permis aux partenaires de fournir des services essentiels à plus de 3,7 millions de personnes en 2024. En même temps, la Plateforme d'appui à la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans est restée un mécanisme vital pour que le déplacement des Afghans continue de figurer en bonne place à l'ordre du jour international et pour mobiliser une action collective.

En Afghanistan, en 2025, le HCR accorde la priorité à la protection et à l'assistance des personnes de retour à la frontière et s'efforce de mettre en place des réponses plus durables, en particulier des interventions en espèces, ainsi qu'une aide pour les abris et les moyens d'existence, en mettant l'accent sur les femmes et les filles, dans les régions de retour. En 2025, le HCR avait assisté 770 000 personnes au 15 septembre, dont 51 % de femmes et de filles, y compris aux frontières. L'Organisation a fourni une assistance en espèces, une aide pour les abris et les moyens d'existence, un soutien psychosocial et une assistance juridique. Le HCR continue à plaider pour la fourniture ininterrompue et non discriminatoire de l'assistance humanitaire, ainsi que pour la protection des droits des femmes et des filles, en particulier dans les domaines de l'éducation et des moyens d'existence.

Situation au Myanmar

La situation au Myanmar représentait 5,6 millions de personnes avec et pour lesquelles le HCR travaille dans la région, dont 1,8 million de Rohingyas apatrides, fin 2024. Le conflit a continué à s'intensifier au Myanmar, aggravant la situation humanitaire et de protection, et déclenchant de nouveaux déplacements et des déplacements secondaires. Un tremblement de terre en mars 2025 a coûté la vie à au moins 3800 personnes et provoqué des destructions massives, mettant à rude épreuve une réponse humanitaire déjà sous-financée. Au 15 septembre 2025, bien que certains pays aient maintenu ou introduit une politique de fermeture des frontières, plus de 272 000 réfugiés avaient fui au Bangladesh, en Inde, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande depuis le coup d'état militaire de février 2021, dont plus de 130 000 au cours des 12 derniers mois. Pendant ce temps, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du Myanmar s'élevait à 3,6 millions au 15 septembre 2025.

Les civils de l'État de Rakhine continuent d'être pris dans le conflit, tandis que d'autres sont confrontés à de graves problèmes de protection et à de fortes tensions intercommunautaires. Les Rohingyas de l'État de Rakhine, dont la grande majorité sont apatrides, continuent à se heurter à d'importantes restrictions de mouvement, à des difficultés pour obtenir des documents officiels et un accès limité aux moyens d'existence et aux services élémentaires, tout en étant la cible du recrutement forcé, du travail forcé et de la détention arbitraire.

Malgré l'insécurité et les problèmes d'accès, le HCR et ses partenaires se sont attachés à évaluer et à atténuer certains des besoins humanitaires et de protection les plus urgents des communautés touchées au Myanmar, y compris celles victimes du tremblement de terre de 2025.

Au 15 septembre, le Bangladesh abritait 1 156 000 Rohingyas dans la plus grande communauté de réfugiés au monde de Cox's Bazar et Bhasan Char, une île du golfe du Bengale. Les conditions de sécurité dans les camps de réfugiés restent fragiles, les réfugiés

subissant les pressions de groupes organisés pour qu'ils soutiennent les combats dans l'État de Rakhine, au Myanmar, et des rapports faisant état de recrutements forcés. Dans ce contexte difficile, le HCR a continué à attirer l'attention des autorités nationales du Bangladesh sur ces problèmes de sécurité. Le gouvernement a approuvé l'utilisation de matériaux plus sûrs pour construire les abris afin d'améliorer la sécurité dans les camps, bien que la mise en œuvre de cette mesure ait été limitée à cause des problèmes de financement.

La réponse humanitaire étant mise à rude épreuve à cause de l'augmentation des besoins et de la diminution des financements, l'Assemblée générale des Nations Unies a organisé une conférence de haut niveau sur la situation des Rohingyas musulmans et d'autres minorités en septembre 2025, afin de mobiliser un soutien politique, d'attirer l'attention et de proposer un plan pour faciliter la résolution de la crise. En préparation à la conférence, le Gouvernement du Bangladesh a organisé un dialogue des parties prenantes à Cox's Bazar, lors duquel ont été annoncés un plan d'action en sept étapes portant notamment sur le retour volontaire dans l'État de Rakhine, dans la sécurité et la dignité, l'apport d'une réponse durable à la situation des réfugiés et la fin de la violence dans l'État de Rakhine.

Depuis le lancement de l'engagement multipartite pour un renforcement de la résilience et une extension des solutions pour les réfugiés rohingya pris lors du Forum mondial sur les réfugiés en 2023, les entités ayant pris des engagements ont fait état d'un taux de 56 % de mise en œuvre des 45 promesses d'apport d'un soutien politique, financier et technique.

B. Progrès et défis pour atteindre le plan 2024 pour la région Asie-Pacifique – par domaine d'impact

Créer des environnements de protection favorables

L'environnement de protection dans la région reste difficile, avec de nombreux cas de refoulement, de déplacement interne, d'expulsion et autres incidents, dont beaucoup sont probablement des refoulements de réfugiés et de demandeurs d'asile. Cette situation s'est notamment produite dans des pays qui accueillent des réfugiés d'Afghanistan et du Myanmar, les deux plus grandes situations de réfugiés en Asie et dans le Pacifique. Les politiques et les plans de retour et un climat de discrimination, de harcèlement et d'intimidation dans certains pays, avec des risques d'arrestation, de détention et d'expulsion, ont conduit de nombreux réfugiés à se sentir contraints de regagner leur pays dans des conditions défavorables.

Parallèlement, de nombreux États continuent à offrir la protection et l'inclusion à des millions de réfugiés et de demandeurs d'asile, dont l'Iran (République islamique d'), où les réfugiés afghans enregistrés ont pu avoir accès aux systèmes nationaux de santé et d'éducation. Depuis 2024, le Bangladesh a enregistré par voie biométrique 130 000 nouveaux arrivants fuyant l'intensification de la violence dans l'État de Rakhine et entamera un projet pilote visant à délivrer un carte SIM mobile à 10 000 réfugiés, ouvrant la voie à leur inclusion financière grâce à l'argent mobile. La Thaïlande a adopté une résolution accordant le droit de travailler à 81 000 réfugiés de longue date, réduisant leur dépendance à des niveaux d'aide en baisse et améliorant leur intégration à la société, et a aussi confirmé le retrait de sa réserve à la Convention relative aux droits de l'enfant, pour favoriser l'inclusion des enfants réfugiés dans les systèmes nationaux. En Malaisie, le HCR a travaillé en partenariat avec le plus grand fournisseur de technologie financière du pays, afin d'inclure les réfugiés et les demandeurs d'asile dans toute une gamme de services financiers numériques, soulignant le rôle crucial du secteur privé dans le soutien à l'autonomie et à la protection, et l'apport de solutions durables.

Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité des sexes

Afin de soutenir les initiatives durables, efficaces et menées localement visant à prévenir la violence fondée sur le genre et à y répondre, de petites subventions ont été fournies aux organisations dirigées par des femmes en Inde, en Indonésie et en Malaisie. De même, le

programme Girl Shine a été mis en œuvre au Pakistan afin de donner aux adolescentes les moyens de devenir autonomes, tandis qu'au Bangladesh, les initiatives de renforcement des capacités se sont concentrées sur la lutte contre les stéréotype de genre et le renforcement de la résilience communautaire par des projets mis en œuvre par la communauté.

Trouver des solutions

Le HCR a continué à lutter contre les obstacles au rapatriement volontaire par des programmes intégrés dans les régions de retour, travaillant notamment dans les zones de retour prioritaires en Afghanistan afin de rendre les retours plus durables, malgré les ressources limitées. Alors que l'Organisation s'est efforcée d'intensifier son travail dans d'autres pays d'origine, les problèmes, en particulier le conflit, ont empêché des retours volontaires de grande ampleur dans la région.

Avec la réduction générale des quotas de réinstallation en 2025, le HCR a travaillé avec ses partenaires afin d'étendre les solutions dans des pays tiers pour les réfugiés du Myanmar, s'appuyant sur des modèles innovants existant dans la région et au-delà. Des mesures visant à étendre les possibilités d'autonomie ont été prises dans plusieurs pays de la région, pour augmenter l'accès aux voies complémentaires basées sur les compétences.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a naturalisé plusieurs réfugiés de longue date en 2025, tandis que les efforts visant à promouvoir les solutions pour les réfugiés sri-lankais en Inde se poursuivent. En Inde, l'accent est mis sur l'inclusion locale et les moyens d'accéder à la citoyenneté pour les personnes qui remplissent les conditions requises, ainsi que sur l'aide à la réintégration pour les personnes qui souhaitent rentrer chez elles.

Protection et solutions pour les déplacés internes

Au 15 septembre 2025, on comptait plus de 334 000 déplacés internes de retour dans la région, principalement au Myanmar et aux Philippines, un nombre moins important ayant regagné leur lieu d'origine en Afghanistan.

Au Myanmar, en 2025, le HCR a accordé la priorité à l'assistance vitale et aux activités de protection basées sur la communauté en fonction des besoins et de l'accès, dont avaient bénéficié plus de 667 000 personnes au 15 septembre.

Au Philippines, le HCR continue à soutenir les autorités locales dans la Région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane, qui en septembre 2024 a approuvé un projet de loi sur les droits des déplacés internes attendu depuis longtemps. En juillet 2025, le HCR et ses partenaires ont organisé la deuxième conférence nationale sur les Principes directeurs relatifs au déplacement interne, lors de laquelle une campagne multipartite en faveur de l'adoption du projet de loi a été lancée.

Éradication de l'apatridie

Des progrès importants pour prévenir et éradiquer l'apatridie ont continué d'être accomplis dans la région. En Thaïlande, à la suite de l'approbation de la résolution ministérielle visant à accélérer les voies d'accès à la nationalité et à la résidence permanente pour près d'un demi-million d'apatrides en octobre 2024, une réglementation visant à mettre en œuvre cette résolution a été officiellement publiée en juin 2025, facilitant l'accès à la nationalité et à la résidence permanente pour les personnes qui remplissent les conditions requises. En septembre 2024, le Turkménistan est devenu le dernier pays à résoudre tous les cas connus d'apatridie sur son territoire, tandis qu'en décembre 2024, la Malaisie a adopté un amendement constitutionnel permettant aux femmes malaisiennes de conférer la nationalité à leurs enfants nés à l'étranger.

Des progrès importants ont été accomplis au niveau régional en partenariat avec des organisations intergouvernementales. En juin, le HCR a aidé à la préparation et à l'adoption de la Déclaration ministérielle de 2025 sur une Décennie d'action pour des systèmes inclusifs et résilients d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques de l'état civil dans l'Asie et le Pacifique, nouveau cadre régional adopté par l'ensemble des 62 États membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Cette déclaration ministérielle réaffirme l'engagement de ces États à travailler individuellement

et collectivement afin de parvenir à l'enregistrement universel des naissances et à fournir une identité légale à toutes les personnes dans la région, base essentielle de la prévention et de la réduction de l'apatridie.

Malgré cette avancée, la grande majorité des Rohingya du Myanmar ou déplacés dans la région n'avaient toujours pas accès à la nationalité, signalant la nécessité d'un plaidoyer concerté.

C. Information financière

En octobre 2024, le Comité exécutif a approuvé le budget 2025 de 957,9 millions de dollars E.-U. pour la région Asie-Pacifique. Le budget 2025 actuel pour la région restait inchangé, à 957,9 millions de dollars E.-U. au 31 août 2025.

La répartition des besoins par domaine d'impact au 31 août 2025 est la suivante : réaliser les droits dans un environnement sûr (425,6 millions de dollars E.-U.) ; créer des environnements de protection favorables (233,8 millions de dollars E.-U.) ; responsabiliser les communautés et assurer l'égalité des sexes (195,1 millions de dollars E.-U.) ; et trouver des solutions (103,4 millions de dollars E.-U.).

Au 31 août 2025, les besoins de la région Asie-Pacifique étaient financés à 37 %, en tenant compte de l'allocation indicative du financement flexible.